

Compte-rendu #50 - Séance du 22 janvier 2025

Séance plénière du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

1. Questions jointes de la députée et des députés Hajjib El Hajjaji (Ecolo), Leila Agic (PS) et Octave Daube (PTB) :

[« Publication d'une lettre ouverte signée par plus de 6.700 membres de la communauté académique belge à propos de la situation à Gaza »](#)

[« Le monde académique belge se mobilise pour Gaza »](#)

[« Boycott académique d'Israël demandé par de nombreux académiques »](#)

Ce 15 janvier 2025, une **lettre ouverte émanant de 6.700 membres de la communauté académique** de Fédération Wallonie-Bruxelles et de Flandre a été publiée, adressée au Conseil des rectrices et recteurs des universités francophones (CRef) et au Vlaamse Interuniversitaire Raad (VLIR). Cette lettre, écrite dans le cadre de la **crise humanitaire en cours à Gaza**, contient un appel à, entre autres, **mettre fin aux collaborations des institutions universitaires ou autres qui contribuent directement ou indirectement à des violations du droit international** dans les territoires palestiniens occupés, ainsi qu'à **suspendre la participation d'Israël aux programmes européens** de recherche et d'éducation.

Quelle est la réaction de la ministre par rapport à ces demandes ? A-t-elle pris contact avec les universités pour les aider à effectuer les démarches nécessaires ? Portera-t-elle cette voix au niveau européen ?

Réponse de Mme Elisabeth Degryse, ministre-présidente, en charge du Budget, de l'Enseignement supérieur, de la Culture et des Relations internationales et intra-francophones :

« Cette préoccupation des universités et des universitaires n'est pas nouvelle. **Je suis le dossier depuis longtemps puisque le CRef et le VLIR ont déjà eu l'occasion de s'adresser par deux fois à la Commission européenne.** Ils ont envoyé un courrier en juin et en septembre 2024 demandant à la Commission de se positionner sur les collaborations avec les partenaires israéliens, notamment à propos des programmes "Horizon Europe" et "Erasmus+". Cette question n'est donc pas nouvelle. Nous y sommes extrêmement attentifs. La responsabilité ne repose pas uniquement sur les établissements d'enseignement supérieur belges ; elle s'étend au niveau européen.

Porterai-je la voix de nos recteurs, de nos rectrices, des universitaires au niveau européen ? C'est une évidence. La reprise du dialogue avec Israël est prévue à la fin du mois de février. Je



me ferai la porte-parole de ces préoccupations et de la demande, claire et ferme, d'analyser les collaborations avec les partenaires israéliens au regard du droit international et des droits de l'homme. »

⇒ Source au Parlement de la FWB : <https://archive.pfwb.be/1000000020db031>



www.observatoire.frs-fnrs.be



<https://www.linkedin.com/company/observatoire-frs-fnrs/>

Ce compte-rendu se veut uniquement le relai et la synthèse des échanges entre les parlementaires et les membres du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. L'Observatoire de la Recherche et des Carrières Scientifiques ne prend en aucun cas position sur les éléments présentés dans ces discussions.